



In memoriam : L'apport d'Annick Percheron à la sociologie

Nonna Mayer

► To cite this version:

Nonna Mayer. In memoriam : L'apport d'Annick Percheron à la sociologie. Revue française de sociologie, Presse de Sciences Po / Centre National de la Recherche Scientifique, 1993, 34 (1), pp.125 - 133. hal-01719416

HAL Id: hal-01719416

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01719416>

Submitted on 28 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

IN MEMORIAM

L'apport d'Annick Percheron à la sociologie*

par Nonna Mayer

Le nom d'Annick Percheron restera associé à un domaine de recherche plus qu'à tout autre, celui de la socialisation politique. Le terme, utilisé pour la première fois par Hyman, applique à la politique un concept initialement forgé par Durkheim pour décrire l'apprentissage, par la jeune génération, des normes et des règles nécessaires à la survie du corps social (1).

L'idée lui est venue, comme elle le raconte dans l'introduction à sa thèse de doctorat d'Etat (1984), un peu par hasard. Professeur de lettres classiques dans un collège parisien de jeunes filles (1961-1966), elle assurait en complément d'horaire des cours d'histoire. Ce sont les questions de ses élèves sur l'actualité et la politique qui la conduisirent, à 28 ans, à reprendre ses études puis à abandonner l'enseignement secondaire pour la recherche et à entreprendre une thèse de troisième cycle sur l'univers politique des enfants et des adolescents (1973a).

Une nouvelle approche de la socialisation

Quand elle s'attaque au sujet, il suscite encore peu d'intérêt. L'abondance de travaux théoriques ou normatifs sur l'enjeu et les impératifs de l'éducation civique contraste avec la quasi-absence d'études empiriques sur les phénomènes de socialisation politique proprement dits. Outre l'article fondamental de Piaget et Weill sur l'idée de patrie (2), l'état des travaux qu'elle dresse en 1965 recense pour la France deux livres, un mémoire

* Née le 14 juin 1937, Annick Percheron est décédée le 15 mars 1992.

(1) Cf. Herbert Hyman, *Political socialization*, Glencoe, Free Press, 1959. La même année paraît un article de Robert A. Lane sur le rôle des relations père/fils dans la formation des attitudes politiques : «Fathers and

sons : foundations of political belief», *American sociological review*, n° 24, 1959, pp. 502-511.

(2) J. Piaget, A.-M. Weill, «Le développement de l'idée de patrie et des relations avec l'étranger», *Bulletin international des sciences sociales*, 3 (3) 1951, pp. 605-621.

et deux articles ; pour les Etats-Unis, deux livres, un ouvrage collectif, un numéro spécial de revue et trois articles. Toutes ces études se contentent d'interroger des adultes sur les préférences politiques de leurs parents.

Tout va changer à la fin des années soixante. Les premières enquêtes empiriques auprès d'enfants et d'adolescents, conduites par Easton, Dennis, Greenstein et Jennings bouleversent les idées reçues et suscitent un extraordinaire engouement pour la question.

Après un troisième cycle d'études politiques à la Fondation nationale des sciences politiques (1965-1967), c'est donc aux Etats-Unis qu'Annick Percheron parachève sa formation. A l'Université de Chicago puis du Michigan (1966-1967), au contact de politologues comme Easton, Lowi, Mac Rae, de sociologues comme Janowitz, de psychologues comme Kohlberg, elle élabore une problématique originale de la socialisation politique avant l'âge adulte, très marquée par la psychologie génétique de Piaget (3). A contre-courant de l'approche fonctionnaliste alors dominante (4), elle s'appuie sur trois postulats (1985b).

— Le socialisé n'est pas un être passif, malléable et conditionnable à merci, c'est un sujet pensant et agissant. Toute socialisation est le résultat d'une transaction, d'une interaction entre l'individu et la société, reposant sur un double processus d'accommodation – ou capacité du sujet de s'adapter aux contraintes de son environnement – et d'assimilation, par lequel l'enfant cherche à modifier son environnement pour le rendre plus conforme à ses désirs. Parce que toute socialisation comporte une part de création ou de choix, elle n'est jamais simple reproduction à l'identique.

— La socialisation est un processus, qui se fait par étapes liées au développement affectif et cognitif de l'individu, aux modifications de son environnement, à la diversité de ses expériences. Et si les acquis de l'enfance, par leur précocité et leur antériorité, gardent un poids déterminant, la socialisation se poursuit avec l'âge adulte, elle n'est jamais acquise une fois pour toutes.

— La socialisation politique n'est qu'une dimension d'un processus plus large, la construction d'une identité sociale. Celle-ci passe par l'acquisition des codes symboliques des divers groupes auxquels l'individu s'identifie et le rejet de ceux auxquels il s'oppose. La multiplicité même des groupes de référence fait que la socialisation n'obéit jamais à un modèle unique et qu'elle est susceptible de favoriser tout autant la conformité à l'ordre établi que la déviance, la tradition que le changement.

(3) On lira avec profit le passage que Claude Dubar consacre à la démarche d'Annick Percheron, dans son livre *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, A. Colin, 1991, pp. 25-33.

(4) Aux Etats-Unis comme en France, où l'enquête pionnière de C. Roig et F. Billon-Grand auprès d'enfants grenoblois s'inspire beaucoup des enquêtes américaines (*La socialisation politique des enfants*, Paris, A. Colin, 1968).

Des enquêtes pionnières

A son retour des Etats-Unis, Annick Percheron entre au Centre d'étude de la vie politique française (5) et lance sa première grande enquête sur la socialisation politique des enfants (en 1969-1970). Le projet soulève bien des réticences, l'idée même d'associer enfance et politique paraissant choquante à nombre de ses interlocuteurs (6). Elle parvient néanmoins à interroger quelque cinq cents élèves âgés de 10 à 15 ans, appartenant à deux écoles de la région parisienne, l'une en banlieue nord, baptisée « Audon », l'autre en banlieue sud, « Tircis ». Aux questions fermées des enquêtes par sondage, elle a préféré les techniques projectives plus adaptées à la population enfantine. Les enfants devaient réagir affectivement (« J'aime », « Je n'aime pas », « Je ne connais pas ») à une centaine de mots du vocabulaire politique défini au sens large et dire les deux premières images qu'évoquaient pour eux neuf mots-stimuli (syndicat, vote, police, gouvernement, loi, citoyen, la gauche, la droite, président).

L'enquête révèle l'existence d'un « univers politique des enfants », cohérent et organisé, d'une extrême précocité, auquel elle consacre son premier livre (1974b). Cet univers diffère sur deux points du modèle mis au jour par les grandes enquêtes américaines des années soixante. Alors qu'aux Etats-Unis prédomine une représentation bienveillante des autorités politiques et du régime, en France, au contraire, partis, syndicats, hommes politiques sont peu connus et mal aimés. Associée à la division et au conflit, la politique est massivement rejetée ; c'est plutôt autour des valeurs nationales et communautaires – la patrie, le drapeau, la République et sa devise – que se dessine un consensus. Et, tandis qu'aux Etats-Unis l'univers politique des enfants est structuré par l'identification à l'un des deux grands partis, en France ce sont les proximités affectives à la droite ou à la gauche qui jouent ce rôle. Même chez ceux qui n'explicitent pas encore ce choix se dessinent des systèmes de représentations et de valeurs qui permettent de les classer dans l'un ou l'autre de ces deux camps. Les enquêtes ultérieures auprès d'échantillons plus larges ne feront que confirmer ces premiers résultats (1978, 1990).

Annick Percheron s'interroge ensuite sur les agents de la socialisation politique, et tout particulièrement sur la famille. L'étude menée par

(5) D'abord comme assistante de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques (en 1967), puis comme attachée de recherche au Centre national de la recherche scientifique (en 1968).

(6) Tout au long de sa carrière, elle se heurtera à l'hostilité de parents et d'enseignants, qui obtiendront l'interdiction ou l'in-

terruption de ses enquêtes et iront parfois jusqu'à brûler ses questionnaires dans les cours des écoles (cf. 1974b, p. 47, et 1978, p. 12). Sur les raisons profondes de cette opposition, il faut lire le très beau texte qu'elle a consacré au mythe de « L'innocence politique des enfants » (1978, pp. 11-46).

Converse et Dupeux en 1958 faisait alors autorité (7). S'appuyant sur le fait que seuls 25 % des Français (contre 86 % des Américains) étaient capables de dire les préférences partisans de leur père, ils firent de ces « discontinuités fondamentales dans la transmission des orientations partisans » le principal facteur explicatif de l'instabilité politique en France. Annick Percheron remet en cause cette interprétation, en travaillant à partir d'échantillons appariés de parents et d'enfants (un parent/un jeune de 13 à 18 ans appartenant à la même famille), seule technique permettant de mesurer effectivement la transmission politique d'une génération à l'autre. Quand on utilise un indicateur adapté à la culture politique française – l'autoposition sur une échelle gauche-droite –, le taux de transmission politique est comparable à celui que l'on trouve dans les grandes démocraties occidentales (1981a). Après les valeurs religieuses, ce sont les préférences politiques que les parents transmettent le mieux à leurs enfants. D'une famille à l'autre, elle note toutefois des variations considérables, qui tiennent moins au milieu socio-professionnel des parents qu'au type d'organisation familiale et aux pratiques éducatives qu'ils mettent en œuvre (1982b et 1985a). En faisant des « histoires politiques de familles », sur la base d'entretiens biographiques croisés avec plusieurs membres appartenant à différentes générations au sein de la même famille, elle pousse encore plus loin l'analyse de la complexité des univers familiaux et de l'héritage politique (1988b).

Ses recherches la conduisent à une réflexion plus générale sur les effets politiques de l'âge (1988a, 1991c). Délaissant la coupure conventionnelle en cinq tranches d'âge, elle analyse, sur un échantillon de plus de 13 000 individus, la distribution des opinions politiques et idéologiques par année d'âge. Cette déconstruction confirme l'absence de linéarité de la relation entre ces deux variables. Elle fait toutefois apparaître de grands déplacements d'opinion liés à la succession des âges. Entre 15 et 20 ans c'est le temps du détachement à l'égard de la politique, entre 21 et 37 ans celui de la permissivité et de l'ouverture. Entre 38 et 46 ans vient l'âge de la mobilisation politique. Au même moment s'amorce une remise en cause de la permissivité, une plus grande soumission aux normes et aux conventions, qui ne font que se confirmer après 46 ans. Après 74 ans seulement s'installe durablement le désintérêt pour la politique, et les préférences pour la droite augmentent. A ces effets, qui tiennent moins au vieillissement biologique qu'à l'évolution des rôles et des statuts sociaux au long du cycle de vie, s'ajoutent ceux du contexte historique. Toute socialisation est datée. En fonction de leur année de naissance, les individus appartiennent à des générations différentes, marquées par des expériences communes. Les bouleversements récents du paysage politique français, induits par l'alternance et la cohabitation, ont laissé leurs traces. On observe chez les enfants âgés de 8 à 12 ans en 1989, comparés à leurs homologues de 1979, une plus grande familiarisation avec la politique, une légitimité

(7) P.E. Converse et G. Dupeux, « Politicization of the electorate in France and in the United States », *Public opinion quarterly*, Spring 1962, pp. 1-23.

accrue des institutions de la V^e République, surtout à gauche et dans les milieux populaires, Mitterrand jouant pour les enfants d'aujourd'hui le rôle tutélaire et bienveillant que tenait Eisenhower dans le système américain des années soixante. Les enquêtes révèlent également la persistance de générations marquées par les deux événements fondateurs que furent la guerre d'Algérie d'une part, mai 68 de l'autre, aux profils idéologiques et politiques distincts (1990 et 1991a).

Le fait régional

Le second champ de recherche privilégié par Annick Percheron a été la dimension locale des phénomènes politiques, leur enracinement dans un territoire. Pressentant l'enjeu politique de la décentralisation mise en place par les lois de 1972 et 1982, elle fonde avec Alain Lancelot, en 1985, l'Observatoire interrégional du politique, associant la Fondation nationale des sciences politiques, le Centre national de la recherche scientifique et les conseils régionaux. L'OIP a pour objectif d'aider à une meilleure connaissance des réalités régionales et de suivre leur évolution dans le temps. A cette fin, il fait réaliser tous les ans, par cinq grands instituts de sondage, une ou plusieurs enquêtes dans chaque région adhérente, couplées tous les deux ans avec une enquête nationale. Ces enquêtes comportent trois volets : une partie baromètre reprise chaque année, une partie spécifique à chaque région et une partie concernant un problème d'actualité (apprentissage et formation professionnelle, communication, environnement, Europe, etc.).

L'entreprise est à bien des égards novatrice, à commencer par le partenariat original qu'elle institue entre deux univers traditionnellement peu enclins à communiquer, celui de la recherche publique et celui des décideurs politiques. De la préparation des enquêtes à leur réalisation et à leur exploitation, universitaires et hauts fonctionnaires, chercheurs et élus travaillent de concert. Chaque année ils en présentent les résultats, dans le cadre d'un ou plusieurs colloques régionaux. De nombreuses publications témoignent de la fécondité de cette coopération et de la dynamique qu'elle a suscitée (8). Au départ, quinze régions étaient parties prenantes. Seules l'Auvergne et la Corse manquent aujourd'hui à l'appel.

L'objet même que l'OIP a vocation d'étudier est neuf. Les enquêtes de l'Observatoire permettent de saisir sur le vif la naissance et le développement du fait régional (1987b et 1992). Dès l'origine, contrairement à toute attente, l'opinion plébiscite cette nouvelle collectivité territoriale. De 1986 à 1991, la proportion des Français qui se disent favorables à la régionalisation progresse des deux tiers aux trois quarts et ceux qui voient dans la région « l'unité administrative et politique de l'avenir » passent de

(8) Voir notamment les actes des colloques « Les régions et l'Europe » (OIP, 1989), « Régions et environnement » (OIP, 1990) et

« Les vingt ans des régions. 1972-1982-1992 : deux décennies de régionalisation » (Conseil régional de Picardie/OIP, 1992).

59 % à 70 % (contre seulement 26 et 20 % d'opinions favorables au département). Ils souhaitent massivement que la région prenne en charge l'aménagement du territoire et du cadre de vie, la formation et l'emploi. Cette aspiration reflète un repli sur le local, corrélatif d'un sentiment d'éloignement croissant à l'égard de l'Etat (9). Mais, paradoxalement, les Français se sentent plus proches du département et de la commune que de la région, et c'est à leur nation et à leur commune que la majorité s'identifie spontanément. Leur régionalisme est moins « affectif » que « fonctionnel ». Est-il durable ? Dans un de ses derniers articles, dressant un parallèle entre les attitudes à l'égard de la région et de l'Europe, Annick Percheron montrait qu'elles recoupaient les comportements à l'égard de l'innovation : « Il faudrait alors distinguer deux strates au sein de l'opinion : une couche restreinte, se recrutant chez les hommes, les personnes au plus fort de l'âge adulte, chez les actifs, les cadres, les milieux instruits, chez tous ceux qui sont connus pour être ouverts aux idées nouvelles ; une couche beaucoup plus vaste de "suiveurs" à qui on a imposé avec succès les idées de région et d'Europe, sans que celles-ci aient pour eux de contenu véritable » (1991d, p. 404). Diagnostic qui révèle la fragilité de ces nouveaux objets politiques.

Il faut souligner enfin l'extraordinaire richesse que représentent les données recueillies par les enquêtes de l'OIP, archivées au CIDSP (Centre d'informatisation des données socio-politiques) de Grenoble et accessibles tant aux régions qu'à la communauté scientifique. Portant sur des échantillons énormes (rappelons qu'ils comprennent plus de 13 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus), elles permettent de saisir les spécificités régionales dans tous les domaines. Elles permettent aussi des analyses secondaires fines auprès de populations de taille trop restreinte pour être étudiées par sondage, telles que les chômeurs, les non-inscrits sur les listes électorales, les extrémistes de droite et de gauche (10) ou les fidèles d'idéologies ou de religions minoritaires (11).

*

* *

(9) Entre 1970 et 1991, la confiance manifestée à l'égard d'un « organisme d'Etat » est tombée de 41 à 26 % et la proportion de ceux qui considèrent l'Etat comme « quelque chose de lointain » est passée de 51 à 74 %.

(10) Cf. A. Percheron, « Les absents de la scène électorale », dans E. Dupoirier et G. Grunberg (eds), *Mars 1986 : la drôle de dé-faite de la gauche*, Paris, Presses de la FNSP, 1986 ; E. Dupoirier et A. Percheron, « Les nouveaux électeurs », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 2, 1988, pp. 9-17 ; A. Percheron et B. Roy, « Chômage et politique », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 2, 1988, pp. 33-52 ; N. Mayer et A. Percheron, « Extrémismes de gauche, extré-

mismes de droite dans les années 1980 », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 4, 1989, pp. 111-144.

(11) Les données OIP ont notamment permis à Jean Ranger d'analyser l'univers idéologique des sympathisants du Front national (cf. « Le cercle des sympathisants », dans N. Mayer et P. Perrineau eds, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, pp. 135-149) et à Claude Dargent de constituer un échantillon de protestants dans le cadre d'une thèse de troisième cycle sur la « Mesure des effets de l'appartenance religieuse et de la pratique sur les valeurs, les attitudes et les opinions dans le domaine politique et social ».

La socialisation politique et le fait régional sont loin d'épuiser l'œuvre d'Annick Percheron. Le sens de l'honneur et le civisme, le sentiment d'insécurité et l'abstention, l'évolution des mœurs et les attitudes à l'égard du droit et bien d'autres sujets encore ont tour à tour retenu son attention. Mais c'est à la relation du politique avec ces deux paramètres fondamentaux, le temps et l'espace, qu'elle a consacré l'essentiel de ses recherches, et c'est là que son apport est le plus marquant (12).

Alors que se multiplient les critiques, le plus souvent extra-scientifiques il est vrai, contre les sondages d'opinion, ses travaux qui pour l'essentiel reposent sur des enquêtes par sondage illustrent la bonne manière de s'en servir. Ils s'appuient sur une réflexion théorique, enrichie d'emprunts à bien d'autres disciplines que la science politique – psychologie, anthropologie, histoire, sociologie, philosophie. Ils se fondent sur l'observation empirique et rigoureuse des faits, systématiquement répétée : c'est le cas des enquêtes parents/enfants de 1975, reprises en 1989, et des enquêtes de 1969-1972 sur le vocabulaire politique des enfants, reprises en 1979 et en 1989. Ils témoignent de cette « imagination sociologique » indispensable pour passer des concepts aux indicateurs. Nombre de questions inventées par Annick Percheron pour explorer les relations parents/enfants ou l'identité régionale sont devenues des classiques du genre. Enfin, ses travaux ont cette dimension comparative qui manque à tant de recherches hexagonales, la seule qui permette de faire progresser la connaissance sociologique : dès l'origine, elle avait noué une collaboration fructueuse avec les équipes américaines travaillant sur la socialisation, ce qui lui permit de mieux faire ressortir l'« exceptionnalité » française (1973b, 1981a, 1982 c).

Ce portrait serait incomplet s'il ne mentionnait, à côté de son œuvre scientifique, l'activité débordante qu'elle a jusqu'au bout déployée au service d'une certaine conception de la recherche, tant au Centre national de la recherche scientifique, où elle a été conseiller puis directeur scientifique adjoint du Département des sciences de l'homme et de la société (1982-1986), qu'au Centre d'étude de la vie politique française, qu'elle a dirigé de 1987 à 1991, à l'Observatoire interrégional du politique, dont elle a été directeur de 1985 à sa mort, ou au comité de rédaction de la *Revue française de science politique* (1991-1992). Elle a surtout, dans les nombreux séminaires et ateliers qu'elle a animés, transmis à des générations d'étudiants la passion de la recherche. Ils sont nombreux aujourd'hui, en France et à l'étranger, à prolonger son œuvre, bel exemple de socialisation réussie.

Nonna Mayer

CEVIPOF, Paris

(12) Quelques semaines avant sa mort, Annick Percheron avait convenu avec Henri Mendras de faire un manuel sur *La socialisation politique* reprenant ses principaux textes sur la question, pour la collection « So-

ciologie » que celui-ci dirige chez Armand Colin. Le livre paraîtra à l'automne 1993 (textes réunis et préparés par Nonna Mayer et Anne Muxel, avec une bibliographie exhaustive des travaux d'Annick Percheron).

PRINCIPALES PUBLICATIONS D'ANNICK PERCHERON

- 1970a. – « A propos de l'application du cadre théorique d'Easton à l'étude du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, 20 (1), pp. 75-90.
- 1970b. – « Les applications de l'analyse systémique à des cas particuliers », *Revue française de sociologie*, 12 (n° spécial), pp. 195-212.
1971. – « La conception de l'autorité chez les enfants français », *Revue française de science politique*, 21 (1), pp. 103-128.
- 1973a. – *L'univers politique des enfants et des préadolescents*, thèse de doctorat de recherche, 305 p., multigraph.
- 1973b. – « Development of ideological identification in French children », dans **J. Dennis** (ed.), *Socialization to politics*, New York, Wiley and Sons, pp. 211-230.
- 1974a, avec **F. Subileau**. – « Modes de transmission de valeurs politiques et sociales : enquête sur des préadolescents français de 10 à 16 ans », *Revue française de science politique*, 24 (1), pp. 33-51 et 24 (2), pp. 189-213.
- 1974b. – *L'univers politique des enfants*, Paris, Armand Colin, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- 1975, avec **E. Dupoirier**. – « Choix idéologiques, attitudes politiques des préadolescents et contexte politique », *Revue française de science politique*, 25 (5), pp. 870-899.
- 1977a. – « Ideological proximity among French children : problems of definition and measurement », *European journal of political research*, n° 5, pp. 53-81.
- 1977b. – « Transmission des préférences idéologiques au sein de la famille », *Bulletin de la Société française de sociologie*, n° 9, pp. 41-52.
- 1978, avec **F. Bonnal, D. Boy, N. Dehan, G. Grunberg, F. Subileau**. – *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- 1980a, avec **N. Déhan** et **M. Berthélémy-Thomas**. – « La démocratie à l'école », *Revue française de sociologie*, 21 (3), pp. 379-407.
- 1980b. – « Se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », dans **H. Mendras** (ed.), *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, pp. 129-165.
- 1981a, avec **K. M. Jennings**. – « Political continuities in French families : a new perspective on an old controversy », *Comparative politics*, 3 (4), pp. 421-436.
- 1981b. – « Les études américaines sur les phénomènes de socialisation politique dans l'impasse ? Chronique d'un domaine de recherche », *L'Année sociologique*, vol. 31, pp. 69-96.
- 1982a. – « The influence of socio-political context on political socialization », *European journal of political research*, vol. 10, pp. 53-69.
- 1982b. – « Morale quotidienne et préférences idéologiques d'une génération à l'autre selon les milieux sociaux », *Revue française de science politique*, 22 (2), pp. 185-209.
- 1982c. – « Religion, acculturation and political socialization », dans **S. Berger** (ed.), *Religion in West European politics*, n° spécial de *West European politics*, 5 (2), pp. 8-31.
1984. – *La socialisation politique dans l'enfance et l'adolescence*, rapport de thèse présenté pour la thèse de doctorat d'Etat en science politique, 28 + 143 p.
- 1985a. – « Le domestique et le politique : types de famille, modèles d'éducation et transmission des systèmes de normes et d'attitudes entre parents et enfants », *Revue française de science politique*, 35 (5), pp. 840-891.

- 1985b. – «La socialisation politique, défense et illustration», dans **M. Grawitz** et **J. Leca** (eds), *Traité de science politique*, vol. III : *L'action politique*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 165-235.
- 1985c. – «Age, cycle de vie, génération, période et comportement électoral», dans **D. Gaxie** (ed.), *Explication du vote, un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, pp. 228-262.
- 1986, avec **M. Barthélémy** et **A. Muxel**. – «Et si je vous dis famille... Note sur quelques représentations sociales de la famille», *Revue française de sociologie*, 27 (4), pp. 697-718.
- 1987a. – «L'envers et l'endroit : permis et interdits sociaux», dans **SOFRES**, *L'état de l'opinion 1987*, Paris, Le Seuil, pp. 87-103.
- 1987b (A.P. ed.). – *La région An I*, Paris, Presses Universitaires de France.
- 1987c. – «Les jeunes et la politique ou la recherche d'un nouveau civisme», dans *Regard sur les 13-15 ans en France*, Paris, La Documentation Française, pp. 118-127.
- 1988a, avec **J. Chiche**. – «Classes d'âge en question», *Revue française de science politique*, 38 (1), pp. 107-124.
- 1988b, avec **A. Muxel**. – «Histoires politiques de famille. Premières illustrations», *Life stories / Récits de vie*, n° 4, pp. 59-73.
1989. – «Peut-on encore parler d'héritage politique chez les jeunes?», dans **Y. Meny** (ed.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Pour Georges Lavau*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
1990. – «Les enfants de l'alternance», dans **SOFRES**, *L'état de l'opinion 1990*, Paris, Le Seuil, pp. 105-120.
- 1991a. – «La mémoire des générations : les exemples de la guerre d'Algérie et de mai 1968», dans **SOFRES**, *L'état de l'opinion 1991*, Paris, Le Seuil, pp. 39-58.
- 1991b. – «Au miroir grossissant de la jeunesse», dans **M. Abélès** (ed.), *Faire la politique*, Paris, Autrement, pp. 30-42.
- 1991c, avec **R. Rémond** (eds). – *Age et politique*, Paris, Economica.
- 1991d. – «Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable», *Revue française de science politique*, 41 (3), pp. 382-406.
- 1991e. – «Les représentations de la loi et de la justice chez les Français de 16 à 21 ans», *Droit et société*, n° 19, pp. 377-388.
1992. – «L'opinion et la décentralisation, ou la décentralisation apprivoisée», *Pouvoirs*, n° 66, pp. 25-40.